



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

**11 Laurier/11,rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**THIS PROCUREMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT**

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Parliamentary Precinct Division/Acquisitions de la Cité
parlementaire
222 Queen Street / 222, rue Queen
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet PPB A&E - Integrated Campus	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP750-182231/B	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client EP750-182231	Date 2018-08-28
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PPS-021-26904	
File No. - N° de dossier 021pps.EP750-182231	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-09-20	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bennett, Adrian	Buyer Id - Id de l'acheteur 021pps
Telephone No. - N° de téléphone (613) 990-3849 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC / TPSGC Operations - Parliament Hill Opérations - Terrain Colline Parlementaire Wellington St, Ottawa K1A0A6	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

La présente modification se divise en trois parties :

- 1. Questions et réponses**
- 2. Révisions de la demande de propositions**
- 3. Liste des participants à la conférence des soumissionnaires**

PARTIE 1 : QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 1

Conformément aux références suivantes de la DP [EPEP 3.1.6, EPEP 3.1.7, EPEP 3.1.8, EPEP 3.2.1, EPEP 2.2.2 et EPEP 3.2.3], SPAC pourrait-il confirmer que le « proposant », dans ce contexte, se définit comme l'expert-conseil principal (architecte/urbaniste) et ne comprend pas le sous-expert-conseil principal ni les entreprises de spécialistes?

Réponse n° 1

Confirmé. Reportez-vous à la définition de « proposant » dans la clause R1410T – Instructions générales aux proposant.

Question n° 2

Veuillez confirmer que l'expérience du sous-expert-conseil/spécialiste ne sera admissible que dans la réponse à la section 3.1.8 [parmi les sections EPEP mentionnées à la question n° 1].

Réponse n° 2

L'expérience du sous-expert-conseil/spécialiste sera également évaluée à la section EPEP 3.2.3. Reportez-vous aux révisions de la deuxième partie.

Question n° 3

Le soumissionnaire retenu pourra-t-il participer aux prochains appels d'offres qui se présenteront et qui se feront dans le cadre d'un processus d'approvisionnement distinct?

Et,

Selon notre compréhension, le proposant retenu pour cette DP participerait à de nombreux travaux habilitants sur des projets futurs visant des immeubles de la Cité parlementaire. Cependant, pour ces projets futurs connexes, veuillez confirmer qu'il sera interdit de soumissionner SEULEMENT sur les services du volet 3 pour lesquels le proposant et nos spécialistes jouent le rôle d'ingénieur et d'architecte-conseiller.

Et,

Dans le *Préavis d'approvisionnement*, sous le titre Prévention de conflit d'intérêts, il est indiqué que : « [...] le Canada peut rejeter les propositions de l'expert-conseil, des sous-experts-conseils principaux du volet 3 et des spécialistes du présent contrat pour des projets futurs qui emploient les services de l'architecte-conseiller du volet 3 ».

Par souci de clarté, cela signifie-t-il que les spécialistes et les sous-experts-conseils des volets 1 et 2 peuvent encore participer pleinement aux processus d'approvisionnement futurs visant d'autres projets pour le Canada? Les spécialistes et les sous-experts-conseils des volets 1 et 2 qui font partie de l'équipe du proposant retenu pourront-ils soumissionner?

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Réponse n° 3

Afin de protéger l'intégrité des processus d'approvisionnement futurs, le Canada peut rejeter les propositions futures du proposant, des sous-experts-conseils principaux du volet 2 et des spécialistes du présent contrat selon la nature et la portée des services fournis en vertu des autorisations de tâches du volet 2. Dans certains cas, les services demandés pourraient donner ou sembler donner un avantage indu ou créer une situation de conflit d'intérêts pour l'expert-conseil.

Le Canada peut également rejeter les propositions futures du proposant, des sous-experts-conseils principaux du volet 3 et des spécialistes si une autorisation de tâches a été émise relativement aux services de l'architecte-conseiller du volet 3 pour le même projet. De l'avis du Canada, étant donné le rôle spécialisé de l'architecte-conseiller, les services constituent un conflit d'intérêts selon les clauses pertinentes mentionnées ci-dessous.

Pour tous les volets, il est prévu que toute demande de propositions subséquente inclura la clause du *Guide des CCUA* – Instructions générales, Conflit d'intérêts – Avantage indu, soit R1410T GI25 ou R1110T GI 25.

Question n° 4

En ce qui concerne la section CTC 4, Composition des équipes, structure organisationnelle et capacité, SPAC pourrait-il fournir plus de structure et de détails sur l'information attendue et sur la façon dont elle sera évaluée compte tenu du nombre limité de pages par rapport aux nombreux services professionnels requis?

Réponse n° 4

L'information attendue et la méthode de notation sont bien décrites dans la DP. Il est à noter que le nombre de pages indiqué est une valeur recommandée aux fins de la planification de la proposition et que les proposants sont libres d'augmenter ou de réduire le nombre de pages, pourvu que le nombre total maximal de pages de la soumission soit respecté (reportez-vous à la section EPEP 2.2).

Question n° 5

Il est à noter que les proposants ont droit à 80 pages (à l'exclusion des exigences mentionnées à la section 2.2), mais après avoir examiné les exigences de présentation, je ne peux trouver que 77 pages à allouer. Veuillez clarifier le nombre total de pages allouées.

Et,

À la section EPEP 3 3.6 EXIGENCES TECHNIQUES COTÉES (CTC) – GESTION DES SERVICES

Il est recommandé que nous présentions l'information sur un maximum de cinq (5) pages. Tous les renseignements des sous-sections 3.6.1, 3.6.2 et 3.6.3 doivent-ils être présentés sur 5 pages?

Et,

La page des notes de la DP compte pour divers éléments. Avons-nous la latitude d'ajuster le nombre de pages pour chaque section de la proposition comme bon nous semble?

Et,

Nombre de page maximal

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Dans la section EPEP 2 Exigences relatives à la proposition, sous-section 2.2 Exigences particulières de présentation des propositions, le nombre maximal de pages a été fixé à 80. Aucun nombre maximal de pages ne semble être indiqué pour les sections TC4 et TC5 :

SECTIONS	NOMBRE DE PAGE MAX	
PN1	6	
PN2	6	
PN3	6	
PN4	6	
PN5	6	
TC1	26	
TC2	5	
TC3	5	
TC4	?	= 9
TC5	?	
TC6	5	
TOTAL	71	

- Au regard du tableau, 9 pages peuvent encore être attribuées. Y a-t-il une répartition souhaitée minimalement pour les 2 sections ne comportant pas de nombre de pages maximal? Le nombre total de pages recommandé pour les sections CTC4, CTC5 et CTC6 est de cinq pages.
- Compte tenu de l'envergure du mandat le nombre de pages restant pour la section TC5 apparait quelque peu restreint. Serait-il possible d'accroître le nombre de pages pour bien couvrir cette section?

Réponse n° 5

Le nombre de pages pour chaque section de la DP est une recommandation destinée à guider les proposants dans la préparation de leur soumission et ne constitue pas une valeur absolue. Il est à la discrétion des proposants de réduire ou d'augmenter le nombre de pages de chaque section, pourvu que le nombre total de pages soumises pour les exigences cotées des sections EPEP 3.2 à 3.6 ne dépasse pas 80, tel qu'il est indiqué à la section 2.2 de la DP.

Question n° 6

Les en-têtes/intercalaires de sections seront-ils pris en compte dans la limite de 80 pages?

Réponse n° 6

Les en-têtes/intercalaires de sections ne compteront pas dans le calcul de la limite, pourvu qu'aucun contenu autre que le titre et le numéro de la section ne soit inclus, y compris tout autre texte ou graphique. Reportez-vous aux révisions dans la deuxième partie.

Question n° 7

Pouvons-nous obtenir une copie du diaporama présenté à la conférence des soumissionnaires?

Réponse n° 7

TPSGC ne diffuse pas le diaporama, car l'information présentée ne fait pas partie de la demande de propositions.

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Question n° 8

À la section EPEP 5 PLAN DE PARTICIPATION AUTOCHTONE

Est-ce que chaque sous-expert-conseil ou entreprise de spécialistes est tenu de remplir et de soumettre un plan de participation autochtone (PPA)? Ou devons-nous soumettre un PPA pour l'équipe?

Les sous-experts-conseils mineurs (p. ex. le consultant en code du bâtiment) doivent-ils remplir le PPA?

Réponse n° 8

On s'attend à ce qu'un plan de participation autochtone complet soit soumis pour toute l'équipe de consultants, y compris le proposant et les sous-experts-conseils/spécialistes.

Question n° 9

OBJET : Clauses, conditions et modalités, page 11 de 20. Nous présumons que l'intention des clauses et conditions est l'itération actuelle et non l'itération des documents énumérés. Est-ce exact?

Réponse n° 9

C'est exact. Reportez-vous aux révisions dans la deuxième partie.

Question n° 10

Est-il possible que les options 1 et 2 du volet 1 chevauchent la durée de deux ans du volet 1?

Réponse n° 10

Les options 1 et 2 exigent que le plan directeur soit en grande partie achevé afin de préparer un plan de mise en œuvre et d'établissement des coûts et un document de synthèse. Donc, non, cela n'est pas possible.

Question n° 11

Y a-t-il un avantage pour le Canada de terminer les travaux du volet 1 avant l'échéance de deux ans mentionnée dans la DP?

Réponse n° 11

L'échéance de deux ans est réaliste compte tenu de la portée des travaux. Si le proposant retenu est en mesure de terminer les travaux et de remettre un produit livrable de qualité avant l'échéance de deux ans, le Canada n'y voit pas de problème.

Question n° 12

OBJET : Section SC14, point d. Il est parfois possible que les membres de l'équipe choisissent – pour le développement des activités ou pour d'autres raisons – de facturer un tarif inférieur pour des travaux semblables à des clients à l'extérieur du Canada. Nous présumons que le Canada n'a pas l'intention d'exiger que nous facturions le tarif le plus bas que nous ayons jamais facturé à un client. Pouvez-vous clarifier ce point?

Réponse n° 12

Le Canada n'a pas l'intention de faire signer au proposant une attestation de « meilleur client », pourvu que les prix et les taux s'inscrivent dans un processus concurrentiel. Le Canada peut demander cette attestation s'il entame des négociations avec le proposant, ce qui se produirait, par exemple, si le Canada ne recevait qu'une seule proposition conforme.

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Question n° 13

OBJET : Annexe B. Dans le cas d'un proposant faisant partie d'une coentreprise, nous présumons que chacun des membres de la coentreprise soumet les documents. Est-ce exact?

Réponse n° 13

Si le proposant fait partie d'une coentreprise, la coentreprise peut présenter une annexe B en sélectionnant le point B2 de la page 3 et en indiquant que « le proposant fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'attestation remplie du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (consulter la section sur les coentreprises des instructions générales) ».

Question n° 14

OBJET : EPEP 3.1.1. Nous présumons que cela ne s'applique pas à l'ensemble des équipes de consultation, mais plutôt aux membres de l'équipe de consultation qui seraient normalement tenus de présenter une demande de permis à la Ville d'Ottawa. Veuillez clarifier cette exigence.

Réponse n° 14

Tel que spécifié à la section de l'EPEP 3.1.1, les exigences de l'EPEP 3.1.1 s'appliquent aux proposants et à tous les membres de son équipe de consultants. Reportez-vous aux révisions dans la deuxième partie.

Question n° 15

OBJET : EPEP 3 - 3.1.8. Nous comprenons que l'intention des « quatre types d'immeubles à bureaux » est d'avoir de l'expérience dans les projets de construction d'environnements de travail plutôt que de l'expérience dans les infrastructures lourdes de génie civil. Envisagera-t-on de construire des installations telles que des bâtiments de formation, d'enseignement ou d'exploitation et d'autres installations semblables pour desservir les clients institutionnels avec de petits espaces de bureau?

Réponse n° 15

Reportez-vous aux révisions dans la deuxième partie pour la modification de la définition du projet de référence.

Question n° 16

La section TC1 suggère qu'une seule personne soit nommée et représentée par un curriculum vitæ pour dresser un portrait des capacités de l'équipe à s'occuper de chaque discipline. En réalité, le travail associé à une discipline particulière pourrait être partagé entre deux ou trois membres de l'équipe, et divers cadres supérieurs seraient responsables des tâches quotidiennes relatives au projet. Si nous présentons des renseignements concernant ces autres membres de l'équipe dans le curriculum vitæ du spécialiste principal, seront-ils pris en compte dans la notation?

Réponse n° 16

Seuls les renseignements relatifs au spécialiste principal de la discipline seront pris en compte dans l'évaluation. Si plusieurs curriculum vitæ sont donnés pour un spécialiste principal de la discipline, seul le premier curriculum vitæ sera évalué.

Question n° 17

Veuillez préciser le rôle et la portée du spécialiste de la sécurité.

Et,

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Spécialiste en sécurité

Dans la section Énoncé de projet, sous-section DDP 4.1.2 Services d'experts-conseils du volet 1 (p.14 de 221 ou 139/346 du pdf), il est indiqué que l'équipe doit au minimum posséder des compétences professionnelles dans le domaine de la « *sécurité (pour les immeubles et l'environnement du complexe)* ».

- A. Pourriez-vous nous préciser sous quel angle devront être traitées les questions de sécurité (accident de circulation, terrorisme, incendie, rassemblements de publics, fiabilité des bâtiments, sécurité de l'information, etc.)?
- B. Quelles sont vos attentes concernant le profil attendu de l'expert en sécurité?

Réponse n° 17

L'exigence concerne un spécialiste de la sécurité physique. Veuillez consulter les pages 51 et 56 de l'Énoncé de projet pour connaître la portée et les produits livrables qui sont exigés de ce professionnel dans le cadre du volet 1. Pour les volets 2 et 3, voir la section SR 2.3.14 (page 161 de l'Énoncé de projet) et l'annexe D (page 200).

Question n° 18

Veuillez préciser la portée de la participation autochtone.

Réponse n° 18

La portée et le rôle pour le volet 1 sont décrits à la page 42, au point 3.3 et à la page 46. Pour les volets 2 et 3, ces aspects seront déterminés au moment des autorisations de tâches individuelles. Pour les volets 2 et 3, voir la section SR 2.3.29 (page 184 de l'Énoncé de projet) et l'annexe D (page 216).

Question n° 19

Veuillez préciser le rôle et la portée des services de l'ingénieur industriel.

Réponse n° 19

La portée des services requis de l'ingénieur industriel / spécialiste en logistique de la manutention sera définie dans les autorisations de tâches des volets 2 et 3. Reportez-vous à la section SR 2.3.29 (page 184 de l'Énoncé de projet) et à l'annexe D (page 216).

Question n° 20

Des services d'experts-conseils autres que ceux énumérés dans la section TC1 (principaux spécialistes de la discipline) sont prévus dans l'Énoncé de projet. TPSGC pourrait-il préciser où et si nous devrions fournir les curriculum vitæ ou décrire l'expérience d'entreprise ou individuelle pour les experts-conseils restants (par exemple, consultation publique, accessibilité, mobilisation des Autochtones, établissement des coûts)?

Réponse n° 20

On s'attend à ce que les proposants ne fournissent que les curriculum vitæ des principaux spécialistes de la discipline désignés à la section 3.4 de l'EPEP. Toutefois, les proposants ont la possibilité de fournir des renseignements sur l'équipe d'experts-conseils dans leur réponse à la section RT4 – Composition, structure organisationnelle et capacité de l'équipe (reportez-vous à la section EPEP 3.6.1).

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Question n° 21

TPSGC peut-il envisager d'autoriser le chevauchement d'activités des principaux responsables de la discipline? Par exemple, une seule personne pourrait occuper deux postes au maximum?

Réponse n° 21

Chaque poste doit être occupé par une personne différente. Si une personne est proposée pour plusieurs postes, seul le premier poste sera évalué.

Question n° 22

Exigez-vous un curriculum vitæ pour l'ingénieur civil principal? Il ne figure pas à la page 22 de 45, mais il est mentionné à l'annexe A.

Réponse n° 22

Le curriculum vitæ de l'ingénieur civil principal n'est pas requis.

Question n° 23

Aux sections 3.1.6, 3.1.7 et 3.1.8 (p. 6 à 9 de 45), vous énumérez les exigences obligatoires en matière d'expérience, avec les points associés aux mentions Réussite et Échec. Cela signifie-t-il que si un seul élément ne répond pas à l'exigence, l'ensemble du projet est un échec et obtiendra une note de 0?

Réponse n° 23

Confirmé.

Question n° 24

Étant donné que la fin de semaine prolongée de la fête du Travail tombe juste avant la date d'échéance, ce qui raccourcit essentiellement la prorogation d'une semaine que vous avez accordée (parce que l'impression devra être terminée le vendredi, puisque le lundi est un jour férié), TPSGC envisagerait-il d'accorder une prorogation supplémentaire?

Et

TPSGC pourrait-il envisager une prorogation de trois semaines compte tenu de la fin de semaine de la fête du Travail, des vacances et du temps nécessaire pour former une équipe pour un projet de cette envergure?

Réponse n° 24

La date de clôture de la demande de soumissions a été prorogée dans la modification n° 2.

Question n° 25

Si nous estimons que nos forces ne conviennent que pour deux des trois volets de travail, sommes-nous autorisés à soumettre une proposition en réponse à deux volets de travail seulement? Ou est-il obligatoire d'entreprendre les trois volets?

Réponse n° 25

Il est obligatoire d'entreprendre les trois volets.

Question n° 26

L'expert-conseil principal

Dans la section de l'EPEP 3 Exigences de présentation et évaluation (p.3 de 45 ou 83/346 du pdf), il est indiqué que l'expert-conseil principal recherché est un « architecte et urbaniste ». Or,

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

dans la version en anglais, il est possible de voir à plusieurs reprises la mention «architect/urban planner».

- A. L'expert-conseil principal, gestionnaire de l'ensemble du mandat pour les 3 volets, doit-il obligatoirement combiner les 2 professions et être à la fois architecte et urbaniste?
- B. Peut-il être seulement architecte ou seulement urbaniste?

Réponse n° 26 A et B

Le proposant doit être architecte et urbaniste. Reportez-vous à la révision à la partie 2.

Question n° 27

Dénomination du « proposant »

À plusieurs reprises dans les documents d'appel d'offres, la notion de « proposant » est confuse puisqu'elle est à la fois utilisée pour indiquer la firme répondant à l'appel d'offres, et à d'autres moments pour nommer le gestionnaire principal qui sera chargé de la totalité des 3 volets.

Dans la section de l'EPEP 3 Exigences de présentation et évaluation, il est indiqué à plusieurs reprises que l'on doit présenter un projet reflétant l'expérience du « proposant » :

- Les 3 sous-sections portant sur le projet de référence, pour les 3 volets, en font mention :
Section 3.1.6 Volet 1, Section 3.1.7 Volet 2 et Section 3.1.8 Volet 3
« *La proposition doit démontrer que le **proposant** possède de l'expérience ...* »
- Les 3 sous-sections portant sur les réalisations du « proposant », pour les 3 volets, en font mention :
Section 3.2.1 PN1 du Volet 1, Section 3.2.2 PN 2 du Volet 2 et Section 3.2.3 PN3 du Volet 3
« *Décrivez les réalisations, les accomplissements et l'expérience du **proposant** dans le cadre de projets comparables ...* »
- Pour l'ensemble de ces sections, pourriez-vous nous préciser s'il s'agit de l'expérience de la firme ou de l'expert-conseil principal?

Réponse n° 27

Reportez-vous aux réponses aux questions n° 1 et 2. *Pour les Section 3.1.6 Volet 1, Section 3.1.7 Volet 2, Section 3.1.8 Volet 3, Section 3.2.1 Volet 1, Section 3.2.2 Volet 2 et Section 3.2.3 Volet 3, le Proposant réfère à la firme, et non à l'individu.*

Question n° 28

Liste des professionnels requis

À plusieurs reprises dans les documents d'appel d'offres, la liste des professionnels exigés varie, passant de 13 à 24 professionnels. De plus, les termes associés à ces professionnels varient au fil des documents, contribuant à la confusion :

- Annexe A, Formulaire d'identification des membres de l'équipe (p.1 à 4 ou 22 à 25/346 du pdf) :
 - 1 expert-conseil principal et 10 spécialistes
- EPEP 3, Exigences de présentation et évaluation, section 3.1.2 Identification des membres de l'équipe d'experts-conseils (p. 3 de 45 ou 83/346 du pdf) :
 - 1 expert-conseil principal, 10 principaux sous-experts-conseils et 13 principaux spécialistes de disciplines
- EPEP 3, Exigences de présentation et évaluation, section 3.4 TC1 Expérience des principaux spécialistes de la discipline dans le cadre de projets antérieurs :
 - 13 spécialistes de la discipline clé
- Annexe F, Renseignements relatifs aux exigences en matière de sécurité (p. 1 de 3 ou 76 à 78/346 du pdf) :

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

- 1 proposant, 1 membre de coentreprise, 4 sous-experts-conseils et spécialistes et 4 personnes clés de la discipline
- A. Pourriez-vous nous préciser, combien de professionnels sont minimalement attendus?
- B. Est-ce que les 13 spécialistes de disciplines peuvent faire partie (et donc parfois être identiques) des principaux sous-experts-conseils (ex. le « sous-expert-conseil en architecture de paysage » est aussi le spécialiste « architecte paysagiste principal »)?

Réponse n° 28

- A) Reportez-vous à la section EPEP 3.1.2 Identification des membres de l'équipe d'experts-conseils. L'alinéa 3.1.2 b), Principaux sous-experts-conseils et entreprises spécialisées, concerne les entreprises qui offrent les services énumérés, tandis que l'alinéa 3.1.2 c), Principaux spécialistes de la discipline, se rapporte aux responsables des diverses disciplines.

L'annexe D de l'Énoncé de projet et l'annexe C du Formulaire de proposition de prix fournissent une liste exhaustive des professionnels et autres services spécialisés qui seront requis. Parmi les professionnels énumérés, seuls les 13 principaux spécialistes de la discipline seront évalués selon la section EPEP 3.4; les autres ne seront pas évalués, mais un taux horaire doit être fourni.

L'annexe F est fournie sous forme de modèle facultatif à modifier/copier, si le proposant le souhaite, pour saisir les renseignements de sécurité requis pour le proposant, le personnel clé et les sous-experts-conseils/spécialistes, tel que précisé à la section 3.1.5, Exigences relatives à la sécurité de L'EPEP.

- B) Les 13 spécialistes de la discipline (des personnes et non des entreprises) mentionnés doivent être affectés à un seul service et pour la plupart, ils ne doivent pas avoir une double fonction. Si une même personne est proposée pour plus d'un poste, seul le premier poste sera évalué.

Question n° 29

Compréhension du projet

Dans la section l'EPEP 3 Exigences de présentation et évaluation, sous-section 3.5

Compréhension du projet (p.27 de 45 ou 107/346 du pdf), il est fait mention que « *cette évaluation ne s'appliquera qu'aux services appartenant aux volets 1 et 3* ».

Dans le cadre des réponses à cet appel d'offres, une compréhension du projet devra-t-elle être rédigée pour le Volet 2?

Réponse n° 29

Non, seuls les volets 1 et 3 s'appliquent, tel que cela est indiqué.

Question 30

Modèle d'information du complexe

Dans les documents d'appel d'offres, il est indiqué que le volet 1 porte notamment sur le Modèle d'information du complexe (« Campus Information Model»). Les attentes vis-à-vis de ce modèle nous semblent difficiles à cerner.

De plus, dans la section Énoncé de projet, sous-section DDP 4.1.1 Transition vers l'ère numérique et « intelligente », il est indiqué que le modèle d'information devra allier des produits livrables BIM et SIG, comme suit :

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

« Comme les produits **livrables BIM et SIG** n'ont pas été inclus dans la mise à jour 2006 de la VPLT et que les deux sont devenus des technologies indispensables pour la gestion des biens immobiliers, il est prévu que cette mise à jour de la VPLT soit saisie et centralisée d'une manière numérique interactive et utilisable à l'aide d'une **solution hybride combinée** dans la création d'un modèle d'information sur le complexe ».

(Dans la version anglaise : «...a digitally interactive and usable way using a **hybrid solution of the two** in the creation of a Campus Information Model»)

- A. Pourriez-vous nous préciser quelles sont vos attentes concernant le Modèle d'information du complexe?
- B. Pourriez-vous nous clarifier quelles sont vos attentes vis-à-vis de la création d'un outil alliant les logiciels BIM et SIG?
- C. Considérant la nécessité de la compréhension de logiciel SIG, quel profil de spécialiste est attendu au regard de cette expertise?

Réponse n° 30

- A. Le Proposant devra utiliser et bâtir à partir de modèles de la DGCP existants pour créer un modèle 3D virtuel du campus intégrant l'information du SIG et du BIM (modélisation des données du bâtiment) en un seul environnement intégré. Le modèle 3D devra inclure un niveau de détail typique d'un plan directeur et refléter l'avancement des capacités des logiciels depuis la préparation du PVLIT de 2006. Le résultat du modèle 3D sera un outil de visualisation et de planification représentant l'information en trois dimensions et dans l'échelle du temps, permettant une approche complète de la planification du campus et améliorera l'accès aux données pour les prochains plans et révisions.
- B. Le Proposant doit utiliser un format de données international et interopérable (tel que buildingSMART IFC ou CityGML), avec une plateforme compatible de SIG et BIM. Une liste des logiciels compatibles avec IFC est disponible sur le site de buildingSMART International Technology.
- C. Un spécialiste ayant une expérience en SIG et modélisation 3D est requis pour cet aspect du mandat.

Question n° 31

Par ailleurs, est-ce que l'organigramme (TC4) ainsi que l'échéancier (calendrier) (TC6) pourraient être présentés en format 11x17?

Réponse n° 31

Le calendrier peut être présenté en format 11x17, mais il comptera pour deux pages, conformément à la section EPEP 2.1.

Question n° 32

Rapports d'étude sur le sous-sol

Dans la section 2.4.13 de l'Annexe D (p.10 ou 53/346 du pdf), il est fait mention de « *Rapports d'étude sur le sous-sol* » à produire, devant être intégrés après la « *section 31* ».

- A. Aucune section n° 31 n'a été trouvée dans les documents d'appels d'offres. Cette section s'applique-t-elle au présent mandat? Si oui, pourriez-vous nous la transmettre?
- B. Les rapports d'étude sur le sous-sol constituent-ils une demande supplémentaire (non précisée dans l'Énoncé de projet)? Dans le cadre de ce mandat, faut-il prévoir de les produire et intégrer une ressource professionnelle adéquate?

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Réponse n° 32

- A. La section 31 renvoie à la division 31 Terrassements du Devis directeur national (DDN).
- B. Le génie géotechnique est un service spécialisé tel que décrit à la section SR 2.3.3 de l'Énoncé de projet.

Question n° 33

Réunion par vidéoconférence

Dans la section Énoncé de projet, sous-section AP 1.1.3 Instructions générales (p.38 de 221 ou 163/346 du pdf), il est indiqué que l'expert-conseil doit « *coordonner des réunions aux deux (2) semaines et y assister pendant la durée du projet avec les membres de l'équipe de projet principale de TPSGC* ».

Au regard du grand nombre de réunions à prévoir dans le cadre du mandat, est-il possible que certaines de ces réunions soient effectuées par vidéoconférence?

Réponse n° 33

Pour le volet 1, 50% des réunions bi-hebdomadaires pourront avoir lieu par vidéo-conférence. Le coût des vidéo-conférences devra être inclus dans la soumission des proposants. Le proposant et les membres appropriés de son équipe devront participer aux réunions et ateliers clés en personne. En ce qui concerne les volets 2 et 3, toutes les réunions bi-hebdomadaires sont à prévoir en personne. Voir la révision à la partie 2.

Question n° 34

Salle des pas perdus

Dans l'Énoncé de projet, sous-section SR4 (p.59 de 221 ou 184/346 du pdf), il est fait mention d'un « rapport et plan de la salle des pas perdus au sous-sol » devant être élaborés dans le cadre du mandat. Il est aussi indiqué que l'expert-conseil doit « parvenir à une option privilégiée pour la salle des pas perdus ».

- A. S'agit-il bien de la salle des pas perdus du Centre des conférences?
- B. Pourriez-vous nous préciser de quels de quels types d'options il est question?

Réponse n° 34

A et B. Voir la Révision à la Partie 2.

La présente modification comprend les réponses à près de la moitié des questions reçues à ce jour.

Les réponses aux autres questions seront données dans les prochaines modifications de la demande de propositions.

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

PARTIE 2 : RÉVISIONS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS (DDP)

LA DDP EST PAR LA PRÉSENTE MODIFIÉE POUR TENIR COMPTE DES RÉVISIONS SUIVANTES :

- 1. À la section PN3 3.2.3, Réalisations du proposant dans le cadre de projets liés au volet 3, des Exigences de présentation et évaluation des propositions :**

SUPPRIMER :

Décrivez les réalisations, les accomplissements et l'expérience du proposant dans le cadre de projets comparables à ceux indiqués dans la section Services requis – volet 3 de l'Énoncé de projet.

Décrivez trois (3) projets importants réalisés au cours des dix (10) dernières années démontrant l'expérience antérieure du proposant à titre d'architecte-conseiller offrant des services semblables à ceux décrits dans la section Services requis – volet 3 de l'Énoncé de projet.

INSÉRER :

Décrivez les réalisations, les accomplissements et l'expérience du proposant ou du sous-expert-conseil/spécialiste dans le cadre de projets comparables à ceux indiqués dans la section Services requis – volet 3 de l'Énoncé de projet.

Décrivez trois (3) projets importants réalisés au cours des dix (10) dernières années démontrant l'expérience antérieure du proposant ou du sous-expert-conseil/spécialiste à titre d'architecte-conseiller offrant des services semblables à ceux décrits dans la section Services requis – volet 3 de l'Énoncé de projet.

- 2. À la section 2.2, Exigences particulières de présentation des propositions, des Exigences de présentation et évaluation des propositions, sous « Les pages suivantes ne font pas partie du nombre maximal de pages susmentionné » :**

INSÉRER :

- les en-têtes/intercalaires de section, pourvu qu'aucun contenu ne soit inclus au-delà du titre et/ou du numéro de section, y compris tout autre texte et graphique;

- 3. Au paragraphe 1 b) de l'Entente des Clauses, conditions et modalités générales, « les clauses, conditions et modalités générales, ainsi que les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit : »**

SUPPRIMER :

R1210D (2017-08-17), Conditions générales (CG) 1 - Dispositions générales –

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

Services d'architecture et/ou de génie

R1230D (2016-01-28), Conditions générales (CG) 5 - Modalités de paiement –

Services d'architecture et/ou de génie

R1240D (2011-05-16), Conditions générales (CG) 7 - Services retirés

à l'expert-conseil, suspension ou résiliation

R1250D (2015-07-03), Conditions générales (CG) 9 - Indemnisation et assurance

INSÉRER :

R1210D (2018-06-21), Conditions générales (CG) 1 - Dispositions générales –

Services d'architecture et/ou de génie

R1230D (2018-06-21), Conditions générales (CG) 5 - Modalités de paiement –

Services d'architecture et/ou de génie

R1240D (2018-06-21), Conditions générales (CG) 7 - Services retirés

à l'expert-conseil, suspension ou résiliation

R1250D (2017-11-28), Conditions générales (CG) 9 - Indemnisation et assurance

4. À l'ANNEXE A – FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

SUPPRIMER :

- I. Expert-conseil principal (proposant - Architecte et urbaniste):

INSÉRER :

- I. Expert-conseil principal (proposant – architecte et urbaniste) :

5. À la section AP 1.1.3 Instruction générales :

INSÉRER :

1. Pour le volet 1, 50% des réunions bi-hebdomadaires pourront avoir lieu par vidéo-conférence. Le coût des vidéo-conférences devra être inclus dans la soumission des proposants. Le proposant et les membres appropriés de son équipe devront participer aux réunions et ateliers clés en personne. En ce qui concerne les volets 2 et 3, toutes les réunions bi-hebdomadaires sont à prévoir en personne.

6. Au point 4 de la section 3.1.8, Volet 3 (Architecte-conseiller), expérience obligatoire, des Exigences de présentation et évaluation des propositions :

SUPPRIMER :

4. Le projet de référence doit être lié à la construction de locaux à bureaux (pas des infrastructures de génie civil, des travaux de génie civil ou des installations sportives)

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

INSÉRER :

4. Le projet de référence doit être lié à un immeuble dont l'occupation principale est définie dans le Code national du bâtiment du Canada, à l'exception des groupes A3, A4 (arénas et stades) et F (autres que les laboratoires classés F2 et F3).

7. Dans Services Requis au titre du volet 1 ÉTAPE 4 : ÉLABORATION DES OPTIONS de l'Énoncé de projet, Section 4.2 (version française seulement):

ENLEVER:

Rapport et plan de la salle des pas perdus au sous-sol

En s'appuyant sur les efforts précédents, l'expert-conseil doit élaborer un programme fonctionnel préliminaire et des études conceptuelles pour la salle des pas perdus au sous-sol. Les études doivent répondre aux exigences et aux spécifications de la DGCP et des partenaires parlementaires. L'expert-conseil doit intégrer un examen des plans existants de toutes les infrastructures souterraines, cerner les zones de conflit potentielles avec la salle des pas perdus au sous-sol, évaluer les répercussions potentielles et proposer des mesures d'atténuation possibles. Selon la complexité, l'expert-conseil doit coordonner et diriger trois (3) ateliers pour recueillir la rétroaction de TPSGC et des intervenants afin de parvenir à une option privilégiée pour la salle des pas perdus. L'expert-conseil doit préparer un rapport sommaire à l'appui de l'option privilégiée pour la salle des pas perdus. Le plan définitif doit être coordonné avec le plan de visualisation.

INSÉRER :

Rapport et plan du réseau de couloirs de raccordement sous-terrains

En s'appuyant sur les efforts précédents, l'expert-conseil doit élaborer un programme fonctionnel préliminaire et des études conceptuelles pour le réseau de couloirs de raccordement sous-terrains. Les études doivent répondre aux exigences et aux spécifications de la DGCP et des partenaires parlementaires. L'expert-conseil doit intégrer un examen des plans existants de toutes les infrastructures souterraines, cerner les zones de conflit potentielles avec le réseau de couloirs sous-terrains, évaluer les répercussions potentielles et proposer des mesures d'atténuation possibles. Selon la complexité, l'expert-conseil doit coordonner et diriger trois (3) ateliers pour recueillir la rétroaction de TPSGC et des intervenants afin de parvenir à une option privilégiée pour le réseau de couloirs de raccordement. L'expert-conseil doit préparer un rapport sommaire à l'appui de l'option privilégiée pour le réseau de couloirs de raccordement. Le plan définitif doit être coordonné avec le plan de visualisation.

ENLEVER :

Produits livrables :

12	Production de rapport	Salle des pas perdus au sous-sol	Electronique	Anglais
----	-----------------------	----------------------------------	--------------	---------

INSÉRER :

Produits livrables :

12	Production de rapport	Réseau de couloirs de raccordement sous-terrains	Electronique	Anglais
----	-----------------------	--	--------------	---------

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.

DEMANDE DE PROPOSITIONS – MODIFICATION 003

PARTIE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES

Firm / Entreprise	Permission to List Firm as 'In Attendance' Publicly? / Autorisation d'inscrire votre entreprise comme « présente » publiquement?
Republic Architecture	Oui
Watson MacEwan Teramura Architects	Oui
Fotenn	Oui
CSP Security Consulting Inc.	Oui
Provencher Roy	Oui
Morrison Hershfield	Oui
Aecom	Oui
Diamond Schmitt / KWC Architects	Oui
Adjeleian Allen Rubeli Ltd	Oui
IBI Group Architects (Canada)	Oui
+VG Architects	Oui
Perkins + Will	Oui
WSP	Oui
Ojdrovic Engineering	Oui
DTAH	Oui
GRC Architects	Oui
Padolsky Architects	Oui
BPA	Oui
Cima+	Oui
Moriyama & Teshima Architects	Oui
Smith + Andersen	Oui
[in]tempo design studio	Oui
EVOQ Architecture inc.	Oui
Dialog	Oui
ERA Architects Inc.	Oui

Les participants qui n'ont pas indiqué de façon explicite qu'il donnait l'autorisation d'être inscrits sur la liste des participants ne figurent pas sur cette liste.

Les parties qui souhaitent divulguer publiquement leur intérêt à l'égard de la présente demande de propositions peuvent soumettre leurs renseignements à afficher sur le portail Achatsetventes à l'adresse suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-lapprovisionnement/appels-d-offres/PW-PPS-021-26904/liste-des-fournisseurs-interesses/joignez-vous-a-la-liste-des-fournisseurs-interesses>